

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Communiqué de presse n° 4 (F)

23–24 septembre 2003

Déclaration de Son Altesse **CHEIKH HAMDAN BIN RASHID AL MAKTOUM**,
Vice-souverain de Dubaï et Ministre des finances et de l'industrie des
ÉMIRATS ARABES UNIS,
à l'Assemblée annuelle des Conseils des gouverneurs du Groupe de la
Banque mondiale et du Fonds monétaire international

**Déclaration de Son Altesse Cheikh Hamdan Bin Rashid Al Maktoum,
Vice-souverain de Dubaï et Ministre des finances et de l'industrie des
ÉMIRATS ARABES UNIS,
à l'Assemblée annuelle des Conseils des gouverneurs du Groupe de la
Banque mondiale et du Fonds monétaire international**

Vos Altesses, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Monsieur Wolfensohn, Monsieur Köhler, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de vous souhaiter la bienvenue aux Émirats arabes unis, au nom de son Altesse le Cheik Zayed bin Sultan Al Nahyan, Président des Émirats arabes unis, de son Altesse le Cheik Maktoum bin Rashid Al Maktoum, Vice-Président, Premier ministre et Souverain de Dubaï, ainsi que des membres du Conseil suprême fédéral, à l'occasion de l'Assemblée annuelle 2003 des Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Cette réunion des représentants des 184 pays membres de la Banque mondiale et du FMI est un symbole de l'égalité de tous les peuples du monde et montre clairement que les problèmes et défis auxquels sont confrontés aujourd'hui l'économie mondiale et le système financier international concernent tous les pays et ne peuvent être efficacement résolus que si tous les pays agissent dans un esprit de coopération et parviennent à faire entendre leurs voix.

Mesdames et Messieurs,

L'Assemblée annuelle se tient pour la première fois dans un pays arabe, et nous espérons qu'elle sera la première d'une longue série de réunions de ce type dans notre région du monde. En choisissant les Émirats arabes unis comme lieu de rencontre, vous reconnaissez que cette région fait partie intégrante de l'économie mondiale et joue un rôle de premier plan dans le système multilatéral d'aujourd'hui.

Le monde arabe est une région d'une richesse et d'une diversité extrêmes, une région au potentiel énorme, dont les peuples sont unis par des liens historiques et culturels étroits. C'est l'un des plus anciens centres d'érudition et de tolérance et bien des grandes civilisations et religions du monde y ont vu le jour. Surtout, on y trouve en abondance des personnes douées et ingénieuses qui souhaitent ardemment contribuer au progrès et à la prospérité de l'humanité. Mais cette partie du monde ne pourra pas réaliser pleinement son potentiel économique tant qu'une solution équitable et permanente ne sera pas apportée au conflit régional et que la communauté internationale ne fera pas un effort sérieux pour instaurer la paix et la sécurité dans la région.

En Iraq, l'espoir de voir l'avènement d'une société libre fondée sur la primauté du droit commence à poindre. Un Iraq stable, en paix avec lui-même et avec ses voisins, est dans

notre intérêt à tous, en particulier dans l'intérêt de ceux d'entre nous qui vivent dans cette région du monde. L'Iraq doit retrouver le chemin de la stabilité et de la prospérité et reprendre sa place dans la communauté internationale en tant que partenaire responsable; le peuple iraquien doit être libre de décider de son avenir politique et maîtriser ses propres ressources naturelles. Nous pensons que la communauté internationale doit contribuer à la reconstruction de l'Iraq dans tous les domaines.

Par ailleurs, la situation actuelle dans les Territoires palestiniens est malheureusement caractérisée par la détérioration des conditions de vie de la population et par une détresse sociale et économique grandissante. Faute d'un règlement durable qui garantisse la justice, la paix et la sécurité à tous les peuples de la région, ainsi que la création d'un État indépendant pour le peuple palestinien, l'instabilité continuera à entraver le progrès économique de cette partie du globe. La communauté internationale doit faire tout son possible pour aider le peuple palestinien à se construire un avenir meilleur.

Mesdames et Messieurs,

Les Émirats arabes unis ont connu une transformation complète depuis leur constitution en 1971. Une région relativement peu développée est devenue, comme vous pouvez le constater, un État moderne jouissant d'un niveau de vie élevé et bien intégré au reste du monde. Les EAU sont un excellent exemple de ce qu'un pays peut accomplir s'il opte pour la libéralisation économique, crée un environnement propice à l'activité du secteur privé et préserve la stabilité politique et sociale. Cette réussite est le fruit de la politique menée par le gouvernement, qui a consisté à diversifier les sources de recettes en soutenant et en encourageant le secteur non pétrolier ainsi que les investissements dans les secteurs privés intérieur et étrangers. Notre pays est désormais un modèle pour qui veut conjuguer technologies et progrès du monde moderne avec les traditions et les valeurs de l'Orient. Nous tirons une grande fierté du fait que, à de nombreux égards, les EAU sont un creuset où se mélangent les nationalités et les cultures, et où des gens du monde entier travaillent ensemble dans l'harmonie.

Nous n'ignorons pas que, à mesure que nous progresserons en nous efforçant d'accélérer notre rythme de croissance, il nous faudra diversifier davantage notre économie et notre base d'exportation. C'est dans cette optique que le gouvernement s'emploie actuellement à créer un climat favorable à l'investissement pour faire de Dubaï un centre financier international ainsi qu'une destination touristique appréciée au cours des années à venir. Cependant, nous sommes conscients de n'être qu'au début de nos efforts et qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Nous devons continuer à développer nos infrastructures et notre législation et améliorer le climat des affaires si nous voulons attirer davantage d'investissements et absorber une main-d'oeuvre croissante.

À cet égard, nous saluons les efforts déployés par le FMI et la Banque mondiale ainsi que leur coopération avec les institutions locales des EAU. Nous avons ainsi grandement bénéficié de l'expérience et de l'expertise de ces deux organisations internationales.

Mesdames et Messieurs,

Les Émirats arabes unis ont la chance de posséder de vastes gisements de pétrole et de gaz naturel, mais ils considèrent que la ressource la plus précieuse et la véritable richesse du pays, ce sont ses citoyens. Le gouvernement s'efforce de mettre en valeur les ressources humaines du pays et d'améliorer les conditions de vie de ses habitants en assurant l'accès à l'éducation et aux soins de santé ainsi que l'égalité en matière d'emploi pour les hommes comme pour les femmes. Selon la sage et désormais célèbre formule de notre président, Son Altesse le Cheik Zayed bin Sultan Al Nahyan, «la richesse n'a aucun intérêt véritable si elle n'est pas mise au service du peuple». Cette vision des choses a permis aux EAU d'être très bien classés selon l'indice du développement humain établi par le PNUD.

Mesdames et Messieurs,

Les Émirats arabes unis sont profondément attachés à la coopération internationale et ils entendent bien continuer de soutenir les efforts des pays en développement. Depuis longtemps déjà, le gouvernement fournit une aide à ces pays sous forme de dons et d'aide au développement sans restrictions. À la fin de 2002, l'aide en faveur de plusieurs pays en développement se chiffrait à 106 milliards de dirhams, dont 75 % sous forme de dons. Le gouvernement apporte aussi une assistance matérielle par l'intermédiaire du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement économique arabe, ainsi que par le biais des organisations et fonds multilatéraux régionaux et internationaux, démontrant ainsi son ferme engagement en faveur de la coopération internationale.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

La nécessité de réduire la pauvreté dans de nombreuses régions du monde demeure primordiale. En dépit des engagements en ce sens de la communauté internationale, plus de trois milliards de personnes vivent encore dans des conditions d'extrême pauvreté avec moins de deux dollars par jour, privées même de l'essentiel. Il faut consentir davantage d'efforts pour atteindre les objectifs de développement au cours du nouveau millénaire. Or, on constate malheureusement que les flux d'aide publique au développement sont en régression. Il est essentiel que les pays développés atteignent leur objectif commun qui consiste à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement, et œuvrent à l'allègement du fardeau de la dette, si l'on veut que l'objectif de développement du millénaire visant à réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015 soit atteint.

Cependant, à elle seule, l'augmentation de l'aide publique au développement des pays avancés ne suffira pas à réduire la pauvreté. Il faut aussi fournir une assistance technique généreuse aux pays en développement pour les aider à mettre en valeur leur capital humain. L'aide est indispensable pour réaliser des progrès économiques durables, mais il faut aussi investir dans les individus, leur donner la maîtrise de leur destinée pour qu'ils puissent contribuer efficacement au développement de leur société et concrétiser leurs

aspirations. Pour leur part, les pays en développement doivent accroître leurs investissements dans l'éducation et la formation de leurs propres citoyens.

À cet égard, nous nous félicitons que la Banque mondiale centre sa stratégie sur la réduction de la pauvreté. Nous souhaitons que de nouveaux efforts soient faits pour accroître la taille des prêts, des crédits et du soutien du secteur privé dans les années à venir, et que soient poursuivis les efforts engagés pour atteindre les objectifs de développement, simplifier les procédures et réduire le fardeau de la dette des pays emprunteurs.

Nous saluons aussi la décision du FMI de réexaminer le contenu des programmes de réforme, afin de les recentrer sur un petit nombre de conditions-clés clairement liées aux objectifs macroéconomiques et d'aider ainsi les pays membres à adopter des réformes et à améliorer leurs résultats économiques. De cette façon, on encouragera aussi les pays à solliciter les conseils et l'aide du FMI avant qu'ils ne soient dépassés par leurs problèmes.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Il est impossible de parler sérieusement de réduction de la pauvreté sans évoquer la question des échanges commerciaux, puisqu'une plus grande ouverture du système commercial aiderait les pays pauvres à parvenir à un développement durable. De ce point de vue, les pays avancés peuvent fortement contribuer à la réduction de la pauvreté en ouvrant davantage leurs marchés aux exportations des pays en développement et en réduisant leurs subventions qui faussent les échanges et, partant, aggravent la faim et la pauvreté dans les pays en développement partout dans le monde.

On avait espéré que des progrès seraient réalisés dans ce domaine important lors de la récente réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Cancún. Ce ne fut pas le cas. Nous attendons donc avec intérêt la poursuite des négociations en espérant que le Conseil des gouverneurs publiera une déclaration positive quant à la détermination de l'ensemble des pays à coopérer sur ce dossier fondamental.

L'adoption du libre-échange est tout aussi importante pour les pays en développement. En mettant en œuvre des politiques commerciales plus ouvertes, ces pays pourront voir leur productivité intérieure s'améliorer sous l'effet de la concurrence accrue, stimuler l'investissement direct étranger, créer des emplois et donc rehausser le niveau de vie global.

La libéralisation des échanges commerciaux devrait s'accompagner aussi du transfert régulier de technologies modernes des pays développés vers les pays en développement. Il est regrettable que le fossé technologique entre pays développés et pays en développement se creuse. La pénurie de technologie et l'insuffisance de l'assistance technique empêchent malheureusement les pays en développement de participer pleinement à l'économie mondiale. L'investissement direct étranger étant le principal vecteur externe des transferts de technologie, les pays en développement devront créer

chez eux un climat encore plus propice aux activités du secteur privé s'ils souhaitent bénéficier davantage des investissements directs étrangers et réduire le fossé technologique.

Mesdames et Messieurs,

Nous aimerions tous vivre dans un monde sans pauvreté et sans conflits. Pour y parvenir, cependant, il faudrait consentir beaucoup plus d'efforts et faire preuve de beaucoup plus de détermination au niveau international avec la pleine participation des pays développés et en développement. C'est seulement en coopérant et en travaillant ensemble que les nations de la planète pourront atteindre les objectifs qu'elles ne peuvent pas atteindre seules ou en s'affrontant.

J'espère que vos importantes délibérations des prochains jours seront fructueuses et que vos débats aideront le Groupe de la Banque mondiale et le FMI à continuer d'améliorer la qualité de vie des peuples du monde entier.

Je vous souhaite à tous un agréable séjour à Dubaï en espérant que vous trouverez le temps, en dépit d'un emploi du temps chargé, de découvrir notre beau pays et d'apprécier la chaleureuse hospitalité de ses habitants.